On était au mois de mars; et tandis que Venise s'occupait d'élections, de forme et d'organisation gouvernementales, le Piémont était sur le point de rompre l'armistice, et d'entreprendre une seconde campagne dans les conditions les plus défavorables. La médiation avait traîné en longueur. La révolte de Vienne et la guerre de Hongrie, la révolution romaine, l'élection du président en France, avaient détourné l'attention de la diplomatie, et retardé l'ouverture des conférences qui devaient se tenir à Bruxelles. C'est au moment même où elles allaient s'ouvrir que le cabinet de Turin, sans aucun égard pour les puissances médiatrices, sans le moindre motif d'urgence, recommençait les hostilités. Il n'avait pas à craindre une agression de l'Autriche, qui n'avait aucun intérêt à recommencer la guerre, et les puissances médiatrices lui avaient promis formellement leur appui s'il était attaqué; mais en déclarant qu'elles resteraient simples spectatrices de la lutte si c'était le Piémont qui dénonçait l'armistice.

Manin et Pepe avaient contribué, autant qu'il était en leur pouvoir, à cette imprudente et folle détermination, dont ils espéraient la libération de l'Italie. Malgré l'affaire du 11 août, l'intérêt commun avait maintenu Venise et le Piémont en assez bonnes relations; seulement il n'était plus question de la fusion. Ces relations devinrent tout à fait intimes lorsqu'en Piémont le parti démocratique arriva au pouvoir, d'autant plus qu'un Vénitien, ami de Manin, faisait partie du nouveau ministère. Manin, dans sa correspondance, parlait continuellement de la faiblesse de l'armée de Radetzky; il évaluait cette armée à 80 mille hommes au plus, prétendait qu'elle avait un grand nombre de malades, 12 mille au